

Notes en vue d'une caractérisation

François Chesnais

À LA FIN DU XX^e SIECLE (1^{ère} PARTIE)

Acette étape, la tâche principale que cette revue s'est fixée est d'aider à reconstituer les conditions d'un débat politique et théorique sur des questions fondamentales afin d'en dégager une «compréhension commune des événements». Au nombre de ces questions figure celle d'une caractérisation du cours du capitalisme en fin de XX^e siècle, 150 ans ou presque après la parution du *Manifeste du Parti Communiste* de Marx et Engels, et 80 ans après la rédaction par Lénine de *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Derrière les données techniques qui y sont présentées et analysées, le livre que j'ai publié sous le titre *La mondialisation du capital* (1) s'est déjà voulu une contribution à une telle caractérisation. Il a été compris comme tel par beaucoup de lecteurs ou d'auditeurs et a donné lieu à de longues discussions. Les notes présentées ici (terme utilisé expressément pour souligner leur caractère de contribution à une discussion) prolongent l'analyse entreprise dans le livre et en explicitent certains fondements théoriques. La caractérisation du cours du capitalisme en fin de XX^e siècle n'est pas un travail qui puisse être mené seul, ni dans un cadre universitaire. Mais il ne s'agit pas non plus d'un travail qui puisse être mené sans remettre

En 1938, Trotsky écrivait «*la catastrophe qui s'avance pénètre d'angoisse les masses les plus profondes de l'humanité*». Aujourd'hui, ce sentiment ne repose pas de la même manière qu'en 1938 sur la peur de la guerre, car celle-ci ne touche pas tous les peuples avec la même intensité. L'angoisse qui est partagée par les plus larges masses pratiquement partout dans le monde repose sur la constatation faite par la classe ouvrière, la jeunesse et les masses opprimées de la dégradation accélérée de leurs conditions d'existence : retour et permanence du chômage, précarité des conditions élémentaires d'existence, destruction de la protection sociale, retour de la faim ou, même là où il n'y a pas fami-

ne, maladies accrues, retour de la déchéance tant individuelle que sociale, morgue des classes possédantes et d'une société qui étale de nouveau la richesse des uns devant les yeux de tous ceux qui manquent. Ces manifestations multiples d'une dégradation qualitative d'une situation qui avait paru pendant quelques décennies s'être améliorée, expriment le fait qu'une période historique est définitivement close, celle où, sur la base des rapports politiques entre les classes établis à partir de la fin de la Seconde Guerre impérialiste mondiale (on y reviendra plus loin), les dirigeants et cadres des organisations ouvrières, partis et syndicats, ont pu distiller dans la classe ouvrière l'illusion mortelle que le capitalisme avait

enfin été «domestiqué», «civilisé», qu'il donnerait toujours du «grain à moudre» pour certains et, pour d'autres, qu'il admettait la «coexistence pacifique» et qu'il n'y avait donc aucun besoin urgent de mener le combat pour le détruire comme système mondial.

L'expression «mondialisation du capital» exprime, à défaut très certainement d'un terme meilleur, le fait que nous sommes dans un contexte nouveau de liberté à peu près totale du capital pour se déployer et se mettre en valeur sans avoir à continuer à subir les entraves et limitations qu'il avait été contraint d'accepter, notamment en Europe, après 1945. Ce capitalisme «libéré» des entraves qui le gênaient pendant 40 à 50 ans n'est en aucune manière un capitalisme «rénové». Il a simplement retrouvé la capacité d'exprimer brutalement les intérêts de classe sur lesquels il est fondé. L'expression «agonie du capitalisme» est aussi actuelle qu'elle l'était en 1938 ; mais elle comporte encore plus clairement qu'alors également l'idée que l'agonie du capital peut devenir synonyme de celle de la société humaine comme telle, si celle-ci se trouvait dans l'incapacité historique prolongée de dépasser un système qui a donné depuis très longtemps tout ce qu'il pouvait donner de positif.

A PROPOS DU TERME «IMPÉRIALISME» ?

La «mondialisation du capital» ne se comprend qu'en tant que segment d'une phase plus longue dans l'évolution du mode de production capitaliste. Les traits principaux de cette phase ont été ramassés de façon synthétique par Lénine dans son ouvrage de 1916, dans leur configuration du début du siècle. «*Monopoles, oligarchie, tendances à la domina-*

tion au lieu de tendances à la liberté, exploitation d'un nombre croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations riches ou puissantes [...] : tous ces traits sont plus exacerbés encore qu'ils ne l'étaient il y a quatre-vingts ans. Ils traduisent la manière dont s'est poursuivie, pour utiliser les termes de Trotsky, «*l'évolution du capitalisme [...] par une extension systématique de sa base, [...] chaque capitalisme national se tournant vers les réserves du "marché extérieur", c'est-à-dire de l'économie mondiale, [...] pour lutter contre ses propres contradictions intérieures.*» Pourtant l'expression «mondialisation du capital» traduit les difficultés qu'il peut y avoir à employer, sans détour ou discussion, un terme auquel Lénine donnait le sens précis de «capitalisme de transition». Quelle est la nature de ces difficultés ? Elle tient essentiellement aux qualifications : «*stade suprême du capitalisme*», période de «*transition du régime capitaliste à un ordre économique et social supérieur*», «*capitalisme agonisant*», qui sont centrales à la manière dont Lénine a rédigé de nombreux chapitres.

Rappelons comment Lénine s'exprime au dernier chapitre de *L'impérialisme, stade suprême*. Il écrit notamment que «*De tout ce qu'il a été dit plus haut sur la nature économique de l'impérialisme, il ressort qu'on doit le caractériser comme un capitalisme de transition, ou plus exactement un capitalisme agonisant*». Plus loin, il ajoute la phrase très connue, où après avoir décrit à l'aide d'un auteur allemand les opérations mondiales d'approvisionnement, production et commercialisation d'un très grand groupe, il écrit : «*Il est évident que nous sommes en présence d'une socialisation de la production, et non point d'un simple "entrelacement", que les rapports de l'économie privée et de la propriété privée consti-*

tuent une enveloppe qui ne correspond plus à son contenu, qui doit nécessairement pourrir si l'on en diffère artificiellement l'élimination (si, au pis aller, la guérison de l'abcès opportuniste traîne en longueur), mais qui sera nécessairement éliminé».

A l'époque où Lénine estime que l'impérialisme peut être défini comme «le stade suprême du capitalisme» et où il utilise l'expression «capitalisme de transition», la perspective stratégique d'une transition vers le socialisme n'est, dans son inspiration et sa méthode, ni utopiste, ni «blanquiste». Elle repose alors (dans le prolongement de la pensée stratégique déjà exposée dans le *Manifeste du parti communiste*) sur l'hypothèse tout à fait réaliste en 1916, à savoir qu'il y ait conjonction, au moment où le caractère insupportable des souffrances suscitées par le mode de production capitaliste jette les masses dans l'action (en particulier au moment de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile), entre deux processus :

▮ le fait que les forces productives et le processus de socialisation de la production dans le cadre du capitalisme aient atteint un niveau qui soit suffisant pour que la mise en œuvre du programme ouvrier puisse avoir lieu tout de suite, et les bases de la société socialiste mises en place tout de suite. Cela résultait tant du niveau de développement atteint par les forces productives stricto sensu, que de la transformation des rapports sociaux au sens large dans le sens d'une socialisation comme d'une internationalisation de la production, (la «socialisation de la production» et «les changements dans les rapports sociaux de production» dont parle Lénine).

▮ l'existence d'une classe ouvrière très importante en nombre, forte-

ment concentrée du fait de la concentration même de la production capitaliste et, surtout, organisée dans les conditions que Trotsky a décrites quelques années plus tard dans un passage connu de *Et maintenant*, où «*pendant de nombreuses décennies, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifiaient leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : syndicats, partis, clubs d'éducation, organisations sportives, coopératives, [...] bases d'appui de la démocratie ouvrière à l'intérieur de l'État bourgeois [...] dont le prolétariat a besoin pour la voie révolutionnaire.*»

C'est la conjonction entre ces deux facteurs qui ouvrait «la voie royale» de la révolution, «la solution la plus économique» pour garantir l'avenir de l'humanité. Il faut en faire notre deuil. La conjonction a connu un début de matérialisation dans les conditions particulières exposées dans les thèses de *La Révolution permanente*. Elle a permis que «la chaîne impérialiste se brise en son anneau le plus faible», en Russie. Mais la subordination traîtresse de la social-démocratie allemande à sa bourgeoisie a permis à celle-ci d'empêcher que cette chaîne se brise en son point le plus stratégique. Elle a conduit à l'isolement de la révolution d'Octobre et a créé les conditions dont le stalinisme est directement issu.

L'abcès opportuniste n'a pas seulement traîné en longueur, mais s'est mû en agression contre la révolution et en domination totalitaire des masses sur la base d'une forme inédite de renversement des rapports de classe issus de la première révolution prolétarienne. L'enveloppe n'a pas cessé de pourrir, et ce pourrissement, après avoir été freiné pendant

deux ou trois décennies, s'est accéléré de nouveau. La transition ne pourra plus se faire dans les conditions où elle était possible au début de ce siècle. Les foyers de démocratie prolétarienne ont été, soit affaiblis, soit détruits, et sont à reconstruire. La classe ouvrière est encore en train de digérer tout ce qu'elle a vécu comme hésitation, trahison ou domination bureaucratique totalitaire de la part des directions issues de ses rangs ou se réclamant d'elle. D'autre part, les problèmes mondiaux que le capitalisme laissera en héritage seront infiniment plus sérieux qu'ils ne l'auraient été dans le cas d'une transition faite à partir de la révolution européenne il y a 70 ou 75 ans.

«*L'humanité, a écrit Marx, ne se pose jamais que les problèmes qu'elle peut résoudre, car à y regarder de plus près, il se trouvera toujours que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir.*» Or, ce que l'humanité a connu au XX^e siècle est le maintien du capitalisme après, et maintenant même très longtemps après, qu'elle se soit posée la question de son dépassement comme question à résoudre de façon immédiate, et après que «les conditions d'existence matérielle» du socialisme «soient écloses dans son sein». Lénine a pressenti cette possibilité, mais il pouvait encore ajouter en 1916 qu'elle « sera nécessairement éliminée». Trotsky en 1938 a été conduit à dire, de façon infiniment plus «pessimiste», que «les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres mais ont commencé à pourrir». Quant à nous, c'est à partir des ruines du stalinisme qu'il faut repartir.

Mais pour que se reconstituent les conditions, nécessairement diffé-

rentes de celles du passé, où la transition se présentera de nouveau comme possibilité concrète, il faut aussi poursuivre, en la mettant à jour, la caractérisation du capitalisme et sa critique aussi complète que possible. «*Phénomène en plein développement*», comme Lénine le dit aussi, l'impérialisme l'est surtout par le degré de parasitisme qu'il s'est montré capable de générer. C'est là que se trouve le socle sur lequel il faut construire aujourd'hui la suite de «la critique de l'impérialisme».

LA MONDIALISATION DU CAPITAL : UN DEGRÉ D'INTERNATIONALISATION QUALITATIVEMENT ACCRU

La «puissante réalité indépendante» ne doit pas être interprétée comme se référant à la seule sphère des échanges («la division internationale du travail»). De même que pour la notion de «marché mondial» chez Marx, elle doit être comprise comme englobant le mouvement du capital dans ses trois composantes : capital commercial, capital productif de valeur et de plus-value et capital-argent centralisé et concentré (appelé aussi capital financier).

Lénine plaçait déjà la constatation que «*l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, acquiert une importance particulière*», au nombre des cinq traits fondamentaux définissant la phase de l'impérialisme. Ce processus s'est accru sans cesse. Le mouvement du capital productif de valeur et de plus-value s'est internationalisé et délocalisé toujours plus, de même bien sûr que la sphère des marchés financiers où le capital-argent concentré se meut. A cet égard, un universitaire comme H. Bourguinat défend une manière d'aborder l'ana-

lyse qui est infiniment plus «marxiste» que celle de beaucoup de gens qui réclament cette qualité. Posant les jalons de la méthode à suivre pour la recherche en économie financière internationale, il écrit: «*Ne pas seulement aller du particulier (les marchés financiers nationaux) au général (le marché mondial) mais tenter aussi d'analyser celui-ci, dès l'abord, comme un réseau ayant ses lois propres, ses prix directeurs, ses déterminants, ses acteurs [...]*» sans négliger pour autant le rôle que joue «*le "fait national" qui continue à se faire sentir, tant le marché financier mondial est hiérarchisé et structuré*», (souligné dans l'original).

LA MONDIALISATION DU CAPITAL COMME CADRE DE L'OFFENSIVE CONTRE LES MASSES

En tant que segment particulier d'une phase plus longue dans l'évolution du mode de production capitaliste, la période actuelle comporte certaines caractéristiques qui relèvent au moins autant de la politique (ou plus précisément du changement des rapports politiques entre, mais aussi à l'intérieur des principales classes) que du mouvement interne de l'accumulation capitaliste prise comme telle.

La notion de «rapports politiques entre les principales classes» n'a jamais fait l'objet des développements théoriques qu'elle mérite. Elle traduit le fait que l'existence de la propriété privée des moyens de production et de l'Etat bourgeois sont compatibles avec des situations très variées quant aux modalités de participation des partis ouvriers à l'exercice du pouvoir au niveau de l'Etat, à la liberté de manœuvre dont la bourgeoisie dispose et aux conditions dans lesquelles la distribution du surplus social entre salaires (directs et différés) et profits a lieu. Au lendemain de la

Seconde Guerre impérialiste mondiale, à l'époque où la crise révolutionnaire de la fin de la guerre a été endiguée grâce au stalinisme, la bourgeoisie extrêmement affaiblie, partout sauf aux Etats-Unis, avait dû faire des concessions très importantes sur tous ces plans. Mais même la bourgeoisie américaine, pour essayer de surmonter la crise puis gagner la guerre impérialiste, avait été forcée d'offrir à la classe ouvrière le «New Deal». Ces concessions ont pris forme dans des institutions (la Sécurité sociale, par exemple) et des statuts. Dans beaucoup de pays, après avoir été un peu grignotés, ces droits et positions avaient été ensuite de nouveau momentanément consolidés et étendus du fait du cours d'une lutte des classes qui a embrasé un ensemble de pays entre 1968-69 (France, Tchécoslovaquie, Italie) et 1975 (chute de Saïgon et révolution au Portugal).

A partir de 1978, la bourgeoisie mondiale, conduite par ses composantes nord-américaine et britannique, a entrepris, et plus ou moins largement réussi, à modifier à son avantage internationalement et, partant, dans le cadre de pratiquement chaque pays, les rapports politiques entre les classes. Elle a commencé alors à démanteler les institutions et statuts qui avaient matérialisé l'état antérieur des relations. Les politiques de libéralisation, de déréglementation et de privatisation que les Etats capitalistes ont adoptées l'un après l'autre depuis l'arrivée au pouvoir des gouvernements de Thatcher en 1979 et de Reagan en 1980, ont rendu au capital une liberté pour se déployer à sa guise et se mouvoir sur le plan international d'un pays ou continent à un autre, qu'il n'avait pas connue depuis 1914. En France, la mise en œuvre de ces politiques a débuté à partir de 1983, forte de l'Union de la gauche, sous l'impulsion de gouver-

nements et de ministres socialistes, au premier chef Delors, puis Fabius, Bérégovoy et Rocard. Le retour au gouvernement du RPR et de l'UDF ont consolidé et amplifié le travail entrepris avant eux et que le gouvernement Juppé a voulu pousser plus loin.

C'est dans les domaines de la monnaie et de la finance d'une part, et de l'emploi et les conditions contractuelles de travail de l'autre, que les politiques de libéralisation, de déréglementation ont été poussées le plus loin et de la manière la plus homogène d'un pays capitaliste à l'autre. Les priorités dictées par le capital sont celles du capital engagé dans l'extraction de la plus-value dans la production de marchandises et de services bien sûr, mais surtout, de façon toujours plus forte depuis quinze ans, celles d'un capital extrêmement centralisé qui conserve la forme argent et qui prétend se fructifier comme tel à l'intérieur même de la sphère financière. Le pouvoir, sinon l'existence même de ce capital-argent sont défendus par les institutions financières internationales et les Etats les plus puissants du globe, et cela quel qu'en soit le coût. Les 55 milliards de dollars avancés en début d'année par des institutions faisant office de «prêteurs en dernier ressort» pour éviter qu'une banqueroute de l'Etat mexicain ne déclenche un processus en chaîne de dévalorisation des créances au plan mondial, l'ont rappelé une nouvelle fois. Il n'est pas certain que ces institutions parviennent à un tel résultat indéfiniment. Car les opérations du capital-argent incluent une composante toujours plus importante de capital fictif, dont la dimension annonce tôt ou tard le déclenchement d'une très grande crise.

La réapparition du capital rentier au devant de la scène est allé de pair

avec le retour de l'exploitation sous les formes les plus ouvertes. Le capital engagé dans la production et le commerce concentré a utilisé la liberté qu'il a retrouvée de se déployer et de se mouvoir à sa guise d'un pays ou continent à un autre, pour commencer à réimposer, pas-à-pas, à la classe ouvrière des pays capitalistes avancés les conditions d'exploitation qui n'ont jamais cessé d'être celles de la plupart des pays sous domination impérialiste.

Aidées par la politique suivie par les syndicats, consistant, au nom des «impératifs de la compétitivité», à coller toujours plus près à chaque bourgeoisie, les entreprises ont pu utiliser leur nouvelle liberté d'action pour transformer les technologies contemporaines en arme de guerre contre la classe ouvrière.

Le modèle américain et anglais axé sur la déréglementation et la «flexibilité» des contrats salariaux a régulièrement gagné du terrain et a servi à reconstituer une immense armée de réserve industrielle.

Chaque pas en avant dans l'introduction de l'automatisation contemporaine, fondée sur les microprocesseurs, a été l'occasion de détruire les formes antérieures de relations contractuelles aussi bien que les moyens inventés par les ouvriers, sur la base des techniques de production stabilisées, pour résister à l'exploitation sur le lieu de travail.

L'ÉCONOMIE MONDIALE COMME UNITÉ DIFFÉRENCIÉE ET HIÉRARCHISÉE

L'analyse de l'économie mondiale exige la réappropriation des outils analytiques propres à appréhender ce qui est une totalité systémique comportant des relations de différenciation et de hiérarchisation. Il en est ainsi du concept même de capital qui

doit être pensé comme une unité différenciée et hiérarchisée. Le capital productif (ou capital engagé dans l'industrie au sens large), le capital commercial (ou capital engagé dans le négoce et la grande distribution concentrée) et le capital-argent doivent être abordés comme «des éléments d'une totalité, des différenciations à l'intérieur d'une unité» (Marx, *Postface à la Contribution à la critique de l'économie politique*). De la différenciation entre les trois formes peuvent jaillir des contradictions indéniées. Mais si profondes qu'elles puissent paraître, elles sont circonscrites par le fait que le capital dans toutes ses formes repose sur la propriété privée (ce qui marque les limites de tout affrontement économique ou politique entre les représentants des différentes fractions) et aujourd'hui aussi par le fait que les trois formes, même la forme du capital «productif», sont marquées d'un sceau rentier extrêmement fort.

La même remarque s'impose pour les relations entre États. Le caractère d'unité différenciée et hiérarchisée vaut pour l'économie mondiale comprise comme rapports de rivalité, de domination et de dépendance politiques entre États. La mondialisation du capital et la prétention du capital rentier de dominer le mouvement du capital dans sa totalité n'effacent pas l'existence des États nationaux sur lesquels la tâche de défense «rapprochée» de la propriété privée repose plus que jamais. Mais ces processus accentuent les facteurs de hiérarchisation entre pays, en même temps qu'ils en redessinent la configuration. L'abîme qui divise les pays participant, ne fût-ce que marginalement, à la domination économique et politique du capital-argent rentier et ceux qui subissent cette domination s'est encore accru. Mais la mondialisation et le triomphe actuel du rentier sont aussi allés de pair avec des modifications dans les rapports de clas-

se compris cette fois comme rapports internes aux bourgeoisies impérialistes.

Les États-Unis ont accentué leur poids pas seulement du fait de l'effondrement de l'URSS et des appareils stalinien, dont les fractions se sont engagées depuis dans des modalités diverses, le plus souvent mafieuses, de conversion au capitalisme, mais surtout en raison d'une position sur le plan du capital financier qui est bien supérieure à celle qu'ils gardent sur le plan industriel. Le fait que les États-Unis soient la source principale du parasitisme financier qui gangrène le capitalisme mondial ne les empêche pas d'imposer leur hégémonie avec tous les moyens à leur disposition. Les conflits entre bourgeoisies sont par définition des conflits qui se placent sur le terrain d'un attachement commun au régime de la propriété privée. De ce fait leur forme, à la fois la plus achevée et la plus courante, a toujours été militaire. Aujourd'hui, puisque aucune bourgeoisie ne peut les confronter militairement et qu'aucune ne va les mettre en cause sur le plan du système de la propriété des moyens de production, les États-Unis jouissent d'une situation sans précédent historique. La rivalité entre modes d'organisation du capitalisme (capitalisme «rhénan», «nippon» et «anglo-saxon») ne peut pas aller bien loin et, pas après pas, les États-Unis imposent aux autres exactement les règles du jeu qui leur conviennent et qui sont calquées sur les besoins du capital rentier dont ils sont le cœur.

Mais les États-Unis n'échappent pas au fait que «le marché mondial domine, à notre époque, tous les marchés nationaux» et qu'ils chevauchent, plus que n'importe quel autre grand pays, l'anarchie inhérente au mode de production capitaliste, laquelle atteint son paroxysme dans le domaine

financier. Le jour où la crise financière éclatera, leur dette publique en sera à peu près certainement l'épicentre.

MONDIALISATION ET FÉTICHISME DES RAPPORTS SOCIAUX

Le recours désormais quasi-permanent des journalistes et des hommes politiques à la «globalisation de l'économie» pour désigner la source de tous les problèmes, leur sert bien entendu à justifier, au nom de contraintes externes inexorables, la nécessité pour les salariés et la jeunesse de «s'adapter» aux exigences du capital et d'accepter toutes les politiques rétrogrades et destructrices de rapports sociaux et d'existences humaines mises en œuvre par les gouvernements. Mais au-delà de cet usage apologétique, le terme est devenu synonyme d'une fuite en avant par rapport à des processus et des mécanismes sur lesquels hommes politiques, entrepreneurs et banquiers, reconnaissent qu'ils ont de moins en moins de prise.

Le retour en force de la notion de «marché» a la même signification contradictoire. Son usage révèle à quel point l'économie mondiale globalisée a ouvert la voie à une expansion presque illimitée du «fétichisme de la marchandise». Aujourd'hui à un degré plus élevé que jamais, ce que certains annoncent ou dénoncent sous le nom «d'économie virtuelle», relève de l'analyse faite par Marx de mécanismes au terme desquels «le caractère social de l'activité et du produit, ainsi que la participation de l'individu à la production, sont étrangers et réifiés en face de l'individu. Les relations qu'ils entretiennent sont, en fait, une subordination à des rapports qui existent indépendamment d'eux et surgissent du choc entre les individus indifférents les

uns aux autres. L'échange universel des activités et des produits, qui est devenu la condition de vie et le rapport mutuel de tous les individus particuliers, se présente à eux comme une chose étrangère et indépendante» (Marx, Fondements de la critique de l'économie politique I. Anthropos. 1969, p. 94).

Le caractère fétiche des rapports capitalistes a été décuplé avec la résurgence, sur une échelle sans précédent historique, des opérations du capital, qui conserve la forme argent et se valorise par ponctions sur les revenus formés dans la production de valeur et de plus-value, mais sans sortir de la sphère financière. Il n'est pas bon de trop citer, mais il est plus absurde encore de paraphraser des analyses qui sont demeurées le fait d'un seul auteur ou presque, même du côté de ceux qui ont analysé le capitalisme sous l'angle de la critique de l'économie politique et pour combattre la bourgeoisie. Au chapitre XXIV du livre III du *Capital*, Marx étend la théorie du fétichisme au capital porteur d'intérêt ou capital de prêt, «*forme la plus aliénée du rapport capitaliste*».

«Alors que l'intérêt n'est qu'une partie du profit, c'est-à-dire de la plus-value que le capitaliste actif extorque à l'ouvrier, l'intérêt se présente maintenant [...] comme le fruit proprement dit du capital, comme la chose première ; le profit, par contre, qui prend alors la forme de profit d'entreprise, apparaît comme un simple accessoire et additif qui s'ajoute au cours du procès de reproduction.

Ici la forme fétichisée du capital et la représentation du fétiche capitaliste atteignent leur achèvement. A—A' représente la forme vide de contenu du capital, l'inversion et la matérialisation des rapports de production élevées à la puissance maxima : la forme productrice d'intérêt, la forme simple du capital où il est la condition

préalable de son propre procès de reproduction ; la capacité de l'argent, ou de la marchandise, de faire fructifier leur propre valeur, indépendamment de la reproduction, c'est la mystification capitaliste dans sa forme la plus brutale.

C'est donc dans le capital porteur d'intérêt que ce fétiche automate est clairement dégagé : valeur qui se met en valeur elle-même, argent engendrant de l'argent ; sous cette forme, il ne porte plus les marques de son origine».

Au moment où Marx écrivait ces lignes, les opérations du capital-argent étaient encore d'un montant très faible. Elles étaient surtout subordonnées au mouvement du capital industriel et ne prétendaient pas régir l'activité sociale de part en part comme aujourd'hui.

LA COURBE DE LA PRODUCTION CAPITALISTE AU CŒUR DU SYSTEME MONDIAL

La modification des rapports politiques entre les classes en faveur de la bourgeoisie n'annonce pas un nouvel essor du capitalisme. L'hypertrophie de la sphère financière qui s'est formée à partir des années 1970 ne se comprend pas en dehors des contradictions et des impasses accumulées par l'économie capitaliste mondiale au terme de la phase précédente. La figure 1, tracée par le Brookings Institution de Washington et reproduite dans un travail de W. Cline dont le titre est révélateur des inquiétudes d'une partie des fonctionnaires américains, *Les risques de stagnation dans les années 1990*, montre bien quelle a été la courbe de la production capitaliste depuis trente ans. Dès que l'impulsion donnée par la reconstruction des ravages de la Seconde Guerre mondiale se sont résorbés, la courbe s'incline vers le

gande sur les fondements de ce mode de production capitaliste, l'avenir qu'il offre à la jeunesse et les conditions de son dépassement, non de façon abstraite mais à un moment précis de l'histoire.

La forme insidieuse d'union nationale que les dirigeants et cadres des organisations politiques et syndicales ont nouée avec les gouvernements successifs au nom de la compétitivité internationale, et dont ils veulent convaincre la classe ouvrière du bien-fondé, se heurte au caractère radicalement antagonique des rapports de production d'un système dont la «*fin immédiate et (le) moteur déterminant sont la production de la plus-value*». Si ardemment les travailleurs voudraient-ils la paix que le capital ne la leur accorderait pas. C'est du côté du capital que la lutte de classe ne connaît aucune interruption. «*La production centrée sur l'obtention de la valeur et de la plus-value implique la tendance permanente à ramener le temps de travail nécessaire à la production d'une marchandise [...] au-dessous de la moyenne sociale existant à chaque moment donné. Cette tendance à réduire le coût de la production à son minimum devient [...] le levier le plus puissant en vue d'accroître la force productive sociale du travail, mais cet accroissement fait figure d'accroissement continu des forces productives du capital [...] face à l'ouvrier et en opposition directe avec son propre développement*». «*En produisant l'accumulation du capital et à mesure qu'elle y réussit, la classe ouvrière produit elle-même les instruments de sa mise en retraite, de sa métamorphose en surpopulation relative*», c'est-à-dire de sa déqualification, de sa mise au chômage, de sa dégradation.

L'argument principal de ceux qui se placent dans une optique de pérenni-

té du capitalisme et pour qui il n'y a donc pas d'alternative que de «s'adapter» aux besoins du capital financier (ou alors qui veulent, pour une raison ou une autre, administrer des calmants à la classe ouvrière) est de dire que des phases de dépression longue avec un chômage élevé ont déjà eu lieu dans le passé et que la reprise de l'accumulation a toujours fini par permettre, «tôt ou tard», la réintégration de l'armée industrielle de réserve dans le cycle de la production et du revenu. Cette perspective repose sur l'hypothèse qu'il redeviendra rentable pour le capital d'exploiter les travailleurs qu'il n'exploite plus ou qu'il n'a jamais encore exploité (la jeunesse). C'est méconnaître la manière dont le capitalisme dans son évolution modifie l'ensemble des conditions sociales dans lesquelles il se meut. Pour se limiter à quelques points, c'est faire fi notamment, 1) de changements dans la masse de plus-value créée à la suite de modifications qualitatives au niveau du taux d'exploitation ; 2) de la mobilité internationale du capital, et 3) de l'importance prise par le capital rentier se valorisant comme capital-argent.

QUELQUES HYPOTHESES RELATIVES À L'APPROPRIATION DE LA PLUS VALUE

Dans le chapitre XV du livre III, qui est l'un des chapitres clefs du *Capital*, Marx écrit à propos des crises périodiques et de la «surpopulation relative» qui va de pair avec la pléthore de capital, que «*les ouvriers en surnombre ne sont pas employés par le capital en excédent en raison du faible degré d'exploitation du travail auquel on pourrait seulement les employer*». Sachant que, dans un contexte de crise, il y a toujours baisse des salaires et accroissement de l'intensité et de la durée du travail

fourni par les ouvriers qui ont gardé un emploi, cette remarque nous renvoie aux conditions sociales qui commandent l'abaissement du montant du «travail nécessaire» à la reproduction de la force de travail et l'augmentation de la masse de plus-value appropriée, moyennant l'accroissement de la plus-value relative.

La capacité du capital à s'approprier «*la puissance collective du travail naissant de la coopération*» est l'un des thèmes majeurs du livre I du *Capital*. Marx n'avait pas lu les écrits de Taylor (qui a donné son nom au «taylorisme»), ni ceux de l'ingénieur de Toyota, Ohno, architecte du «toyotisme», mais il avait lu ceux de Babbage et de Ure et a pu donc démontrer déjà que «*l'application technologique de la science à la production*» était étroitement dépendante de l'aptitude à organiser la production selon des formes qui maximisent l'effet des avancées proprement techniques. C'est de cette capacité que dépend pour une large part l'accroissement de l'intensité du travail au niveau de chaque entreprise, dans le cadre d'une durée légale donnée, la surveillance accrue, l'augmentation des cadences étant subordonnées à l'aptitude de l'entreprise à organiser cette «puissance collective». Or c'est d'elle que dépend l'obtention de la plus-value relative définie comme diminution du travail nécessaire à la reproduction de la force de travail, dit aussi processus de dévalorisation de la valeur de la force de travail.

Rappelons l'exemple que donne Marx : l'industriel de la confection engagé dans la fabrication de chemises a, comme tout capitaliste, «*un but déterminant, la plus grande extraction possible de la plus-value*». Il s'acharne donc à intensifier le travail et à en accroître le rendement par l'usage de nouveaux équipements. Mais en accroissant la productivité

du travail dans son usine et en contribuant aussi par la concurrence à faire adopter par les autres capitalistes de la branche, à faire baisser le prix des chemises, il contribue à abrégier la valeur de la reproduction de la force de travail et à accroître la plus-value relative (pour lui-même de façon infinitésimale, mais pour la classe capitaliste dans son ensemble, déjà de façon plus significative). *«Il n'a pas nécessairement l'intention de faire diminuer la valeur de la force de travail [...] mais au bout du compte, ce n'est qu'en contribuant à ce résultat qu'il contribue à l'élévation du taux général de la plus-value. Les tendances générales et nécessaires du capital sont à distinguer des formes sous lesquelles elles apparaissent»* (I, XII).

LA BASE ESSENTIELLE SUR LAQUELLE LE PARASITISME FINANCIER SE SUSTENTE

La plus-value relative se présente donc comme un «cadeau du ciel», dont chaque capitaliste individuel bénéficie en même temps que la plupart y contribuent. Elle repose sur le processus de socialisation de la production que le capitalisme effectue dans les limites de la propriété privée des moyens de production. Elle se manifeste entre autres par la formation d'interrelations denses au sein du système industriel, par la division du travail entre les entreprises, les échanges d'une branche à l'autre, et par les complémentarités et coopérations entre entreprises qui se sont développées en parallèle avec la concurrence. Il s'agit donc d'une propriété générale du système capitaliste issue de la socialisation des forces productives et au premier chef du travail, que celui-ci développe à la fois sur la base des rapports de propriété privée et de façon contradictoire à eux. C'est en vertu de cette propriété que le parasitisme financier peut se sustenter au moyen de ponc-

tions gigantesques sur la substance d'un surplus social qu'il gangrène. Mais l'accroissement sur cette base de la masse de plus-value pourrait également être à l'origine de la situation qui paraît être marquée structurellement, tant par «une pléthore» de capital industriel par rapport à des niveaux donnés de profit, que par une «surpopulation ouvrière relative» ou pléthore de salariés.

Même à l'apogée de la «régulation fordiste», lorsque les conventions collectives prétendaient associer les salariés au «partage des gains de la productivité», on assistait très certainement déjà à la situation présentée encore par Marx au XIX^e siècle à titre de perspective ou d'hypothèse, à savoir *«à une baisse continue dans le prix de la force de travail, une hausse continue de la plus-value, à l'élargissement de l'abîme entre les conditions de vie du travailleur et du capitaliste»*, y compris si la possibilité était donnée aux salariés d'acquiescer *«une masse supérieure de subsistance»* (I, XVII). Cette «hausse continue de la plus-value», sous forme de dévalorisation de la valeur de la force de travail, augmente la masse de la plus-value ; elle aggrave les problèmes liés à sa réalisation ; elle pèse sur les conditions dans lesquelles il est rentable d'embaucher des ouvriers, même en les surexploitant.

Il n'est nullement contradictoire que ce processus ait débouché sur, ou soit aller de pair, avec le retour de l'exploitation sous ses formes les plus brutales. Les lois contraignantes de la concurrence, qui sont les seules dont les capitalistes aient immédiatement conscience, joint à l'affaiblissement politique et organisationnel des travailleurs du fait de la crise et des impasses politiques créées par les appareils, les y poussent. Dans les pays dominés du «Tiers

Monde», les capitalistes, qu'ils soient étrangers ou autochtones, fondent leurs opérations exclusivement sur l'extorsion de la plus-value absolue. Dans les pays capitalistes avancés, elle a pris une importance croissante au cours des quinze dernières années. Les capitalistes appartenant à chaque groupe industriel et à chaque pays sont acculés par la crise, par la stagnation de la demande en terme absolu et son recul en termes relatifs (par rapport aux capacités de production existantes, qui continuent à être «modernisées» et restructurées). Ils sont aux prises avec une accentuation brutale de la concurrence inter-impérialiste et doivent de plus satisfaire les prétensions du capital-argent dont la «rémunération» vient en déduction du profit. Ils cherchent donc aujourd'hui en plus, à la fois à accroître l'intensité et la durée du travail et à abaisser le prix de la force de travail. Ils recourent à des moyens qui ne relèvent plus des effets mécaniques de la hausse de la productivité du travail, mais de la volonté délibérée de diminuer le prix de la force de travail en dessous de sa valeur par des attaques contre le salaire, tant sous la forme du salaire payé que différé.

Aucune «relance de la consommation», (thérapeutique «marxo-keynésienne» relevant du réformisme le plus plat, que certains voudraient nous faire passer pour une «revendication révolutionnaire»), ne peut venir combler «l'abîme entre les conditions de vie du travailleur et du capitaliste» sur une échelle pour permettre la reprise de l'accumulation et la réintégration de l'armée industrielle de réserve dans ses différentes composantes et couches. Il en est de même de la réduction du temps de travail. Même formulée de façon à la distinguer soigneusement du «temps partiel», terme synonyme de la flexibilité et de la précarité ainsi que des

différentes «adaptations de la journée de travail» que le patronat est prêt à accepter, il s'agit d'une revendication qui n'a de valeur que comme revendication transitoire, de mobilisation contre l'Etat et le capital sur le terrain de la lutte contre le chômage et ses conséquences en termes de dégradation et de déchéance. Ce n'est pas sur la base des rapports de propriété capitalistes qu'il peut y avoir «répartition du travail et du temps libre» au profit de la classe ouvrière. La «gestion et la jouissance du temps libre» sont indissociables du contrôle de la richesse sociale et de l'exercice du pouvoir. Dans le cadre d'un système qui a soumis toutes les activités sociales au règne de la marchandise, et fait des «loisirs» un instrument puissant de domination idéologique, les discours sur «le temps libre» ont le sens d'accentuer l'atomisation de la classe ouvrière que les mécanismes de la production créent déjà, et de livrer les salariés pieds et mains liés aux industries de la consommation et à celles du «loisir».

LE PROCESSUS DE CENTRALISATION INTERNATIONALE DU CAPITAL INDUSTRIEL

Le parasitisme a également comme base de sustentation les opérations contemporaines du capital industriel. Beaucoup de personnes sont prêtes à reconnaître les traits rentiers du capital financier, mais pas celui du capital engagé dans la production et les services. Elles ont tort. Le capital engagé dans la production n'échappe pas à la caractérisation générale du capitalisme dans la phase de mondialisation comme étant marqué d'un sceau rentier.

La mondialisation du capital se manifeste sous la forme d'une progression quantitative et qualitative du

mouvement de centralisation et de concentration du capital industriel. Les grands groupes sont plus grands et paraissent plus forts qu'ils ne l'ont jamais été. Ils le sont à coup sûr face aux entreprises et aux pays moins forts auxquels ils peuvent dicter leurs termes, mais leur degré de financiarisation traduit la force de la pression que le capital-argent plus concentré encore exerce sur eux. *«Concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé, qu'elle a créé les monopoles dont le rôle est décisif dans la vie économique»*. Tel était le premier des «cinq traits fondamentaux» de la définition de Lénine. Aujourd'hui, ce degré de concentration est plus élevé encore, ainsi que ses conséquences ont été renforcées par le mouvement concomitant de centralisation par fusion-acquisition.

L'opposition établie par Marx entre les deux mouvements mérite d'être rappelée, car elle n'a pas eu l'attention qu'elle mérite. Alors que la concentration du capital est le processus *«qui repose directement sur l'accumulation ou plutôt qui se confond avec elle»*, la centralisation renvoie à *«un processus foncièrement distinct»*, qui se présente comme *«l'attraction qui réunit différents foyers d'accumulation et de concentration, la concentration des capitaux déjà formés, la fusion d'un nombre supérieur de capitaux individuels en un nombre moindre»*. Ce qui est important, c'est la caractérisation qui renvoie déjà au contenu parasitaire de l'opération. *«La centralisation, insiste Marx, n'exige qu'un changement de distribution des capitaux présents, qu'une modification dans l'arrangement quantitatif des parties intégrantes du capital social. Bien que la portée et l'énergie relatives du mouvement centralisateur soient, dans une certaine mesure, détermi-*

nées par la grandeur acquise et la supériorité de son mécanisme économique, le progrès de la centralisation ne dépend pas d'un accroissement positif du capital social» (1, chapitre XXIV).

Au cours des années 1980, environ 80 % des investissements directs à l'étranger ont eu lieu entre pays capitalistes avancés, environ les trois-quarts des opérations ayant comme objet l'acquisition et la fusion d'entreprises existantes, c'est-à-dire un changement de propriété du capital et non une création de moyens de production nouveaux. Impulsé par les exigences de la concurrence qui impose aux groupes les plus forts de ravir aux firmes absorbées leurs parts de marché et de restructurer et de «rationaliser» leurs capacités de production, et favorisé et facilité par les politiques de libéralisation, de déréglementation et de privatisation, le mouvement de centralisation et de concentration s'est développé depuis plus de dix ans à la fois sur une échelle sans précédent, en tant que processus proprement international à l'échelle de ce qui est nommé la «Triade». La *«concentration des moyens de production entre peu de mains»* a atteint des dimensions insoupçonnées, déjouant tous les pronostics optimistes sur la déconcentration du pouvoir économique.

Au terme du processus combiné d'investissement international croisé et d'acquisitions et fusions, le taux de concentration mondial est tombé à des niveaux correspondant, toutes choses égales par ailleurs, à ceux qui permettraient de diagnostiquer, il y a encore seulement vingt ans, l'existence d'une situation d'oligopole au plan national. Des formes très concentrées de la production et de la commercialisation à l'échelle internationale sont loin d'être une nouveauté. Dans l'industrie du pétrole ou de

l'extraction et du traitement de métaux non-ferreux (par exemple l'aluminium), une concentration élevée a été depuis longtemps un trait dominant de l'offre. Ce qui est caractéristique de la phase de la mondialisation du capital, c'est l'extension de structures d'offres très concentrées (monopolistiques ou oligopolistiques) vers la plupart des industries à forte intensité technologique, ainsi que dans de nombreux secteurs industriels de fabrication à grande échelle.

PROFIT ET RENTE DANS LES GROUPES INDUSTRIELS CONTEMPORAINS

Le sceau rentier dont est marqué le capital engagé dans la production tient pour une part aux interconnexions nombreuses entre capital «productif» et capital se valorisant sous la forme financière. Aujourd'hui, le grand groupe est presque sans exception une société holding. Même si l'usage veut que les organisations capitalistes, à implantation et opérations transnationales, continuent à être désignées sous le nom «d'entreprises» ou de «firmes», on est en présence de groupes financiers à dominante industrielle, que tout contribue à distinguer toujours plus de la grande masse des entreprises. Dans le cadre de la mondialisation financière, ce qu'on nomme la «financiarisation» des groupes s'est considérablement accru. Ce sont à un degré toujours plus fort des groupes financiers, certes à dominante industrielle, mais avec des diversifications dans les services financiers, ainsi qu'une activité toujours plus importante en tant qu'opérateurs sur les marchés des changes et les marchés où se négocient les formes les plus notables de capital fictif, notamment les «produits dérivés». L'organisation en holding a précisément

pour but de rendre l'entrée de plain pied dans la finance globalisée plus aisée (que les groupes possèdent une banque de groupe ou qu'ils confient la responsabilité des opérations financières à leur direction financière).

C'est une première façon essentielle pour les groupes industriels de participer à la tendance au renforcement des positions des traits rentiers du capitalisme contemporain. Mais ce n'est en aucune façon la seule. La multiplication du nombre d'opérations gigantesques d'acquisitions-fusions a renforcé sans cesse le caractère monopolistique du secteur industriel et des activités de service. *«Formation d'unions internationales capitalistes monopoleuses se partageant le monde»* : telle est la manière dont Lénine formulait le quatrième «trait fondamental». Ces «unions internationales» ont pris aujourd'hui une telle ampleur que leur analyse a été entreprise à l'intérieur de la recherche universitaire par quelques économistes «hétérodoxes», dont j'ai utilisé les travaux sur la théorie de l'oligopole mondial.

Avec l'extension du processus de concentration- centralisation du capital, la forme dominante de structure d'offre devient l'oligopole (qui réunit le petit cercle des «meilleurs»). Or celui-ci doit être défini comme l'exercice «collectif», à plusieurs, d'une position de monopole. L'oligopole n'exclut pas des phases de concurrence (ou de «rivalité oligopolistique») sévère, mais il a comme caractéristique centrale des modalités de stratégies capitalistes qui sont faites, d'une part de conservation des positions acquises plutôt que de leur amplification et, de l'autre, d'exercice du pouvoir économique que la grande dimension procure. L'opération d'acquisition-fusion relève de la centralisation du capital et

ne suppose aucun «accroissement positif du capital social» (voir plus haut). Au contraire, elle est devenue, presque invariablement, une manière pour un capital déjà concentré de combattre la baisse du taux de profit en absorbant d'autres firmes, pour ajouter leurs parts de marché à celle qu'il détient déjà, en intégrant éventuellement quelques éléments de leur capacité de production et de recherche technique, mais en démantelant la plus large partie. Dans beaucoup d'industries mondiales, l'ampleur récente des opérations d'acquisitions-fusions relève d'un processus larvé de cartellisation. Parallèlement, on a assisté à une évolution marquée par la volonté toujours plus manifeste des groupes de grande dimension, et cela autant dans les services (par exemple la grande distribution hautement concentrée) d'exploiter le pouvoir économique résultant de la dimension en soi, pouvoir de monopole et de «monopsonie» (pouvoir de l'acheteur) qui naît du processus même de concentration et de centralisation du capital. C'est la dernière dimension qu'il faut considérer dans l'accroissement des traits «rentiers» des groupes industriels.

La multiplication des participations minoritaires et surtout des nombreux accords de sous-traitance et de coopération inter-entreprises entre partenaires de puissance économique souvent très inégale, a conduit à l'émergence de ces formations hybrides qu'on désigne sous le nom de «firme réseau». Cette évolution n'a pas seulement eu pour effet de rendre les «frontières de la firme» très perméables et floues. Elle est également à l'origine d'un important processus de «brouillage» des frontières entre le «profit» et la «rente» dans la formation du profit d'exploitation des groupes. La majeure partie de ce qu'on nomme les «nouvelles

formes de l'investissement», de même que la majorité des accords de sous-traitance et de coopération inter-entreprises entre partenaires de puissance économique nettement inégale, exigent que l'on procède à une décomposition entre 1) ce qui relève de la création de valeur et de plus-value au sein d'une firme capitaliste donnée et, 2) ce qui relève de l'appropriation de valeur et de plus-value déjà créées, c'est-à-dire d'une ponction sur l'activité productive et le surplus d'une autre firme, d'empiètements sur sa chaîne de valeur à elle. Dans la majorité des cas, la sous-traitance industrielle a le caractère d'une «quasi-intégration», qui oblige cependant le sous-traitant et ses salariés à supporter la plus forte partie des aléas du marché. Un spécialiste anglais a pu dessiner les traits de ce qu'il nomme les «multinationales de style nouveau» en les comparant au «*système nerveux central d'un ensemble plus étendu d'activités, interdépendantes mais gérées moins formellement (que dans le modèle de gestion "classique" du groupe fortement intégré des années 1960-70), dont la fonction première est de faire progresser la stratégie concurrentielle globale et la position de l'organisation située au cœur (core organisation)*». Et de préciser, «*ce n'est pas seulement, ou même principalement, par l'organisation de sa production interne et de ses transactions sur le mode le plus efficace, ou par ses stratégies de technologie de produit et de commercialisation, que cette organisation atteint son but ; mais par la nature et la forme des relations établies avec d'autres entreprises*» (c'est moi qui souligne). Façon pudique de souligner la capacité d'une catégorie donnée de firme de s'approprier, en raison de sa taille et de son pouvoir de marché, la plus-value créée collectivement au sein d'un ensemble d'entreprises travaillant en réseau.

COMBIEN DE TEMPS UN «RÉGIME

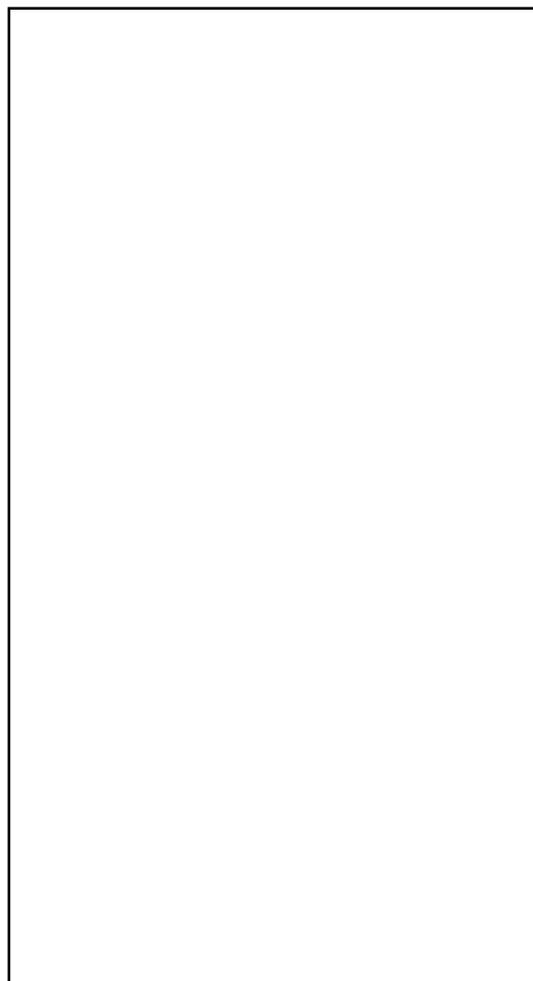


Fig. 2. : Etats-Unis : Investissements en pourcentage des dépenses intérieures totales.

Source : Bureau of Economic Analysis, U.S.

D'ACCUMULATION RENTIER» PEUT-IL ETRE SUPPORTÉ ?

La «mondialisation du capital» est à un degré plus élevé que tout autre celle du capital qui conserve la forme argent, se valorisant à l'intérieur de la sphère financière, mais se nourrissant de ponctions sur les revenus créés dans le cours de la production de valeur et de plus-value.

Dans le livre II du *Capital*, Marx explique que les conditions générales de l'accumulation incluent la capacité du capital industriel ou capital productif à établir son hégémonie sur le capital commercial et le capital argent et à subordonner leurs opérations aux siennes. L'époque du pourrissement prolongé de l'enveloppe des rapports de la propriété est marquée d'un tout autre signe. On constate en effet que le capital com-

mercial, sous ses formes les plus concentrées, a retrouvé une capacité considérable, soit de se poser en rival direct du capital industriel en effectuant certaines opérations (de donneur d'ordre pour la production de biens de consommation finale) qui étaient traditionnellement du ressort de celui-ci, soit de lui imposer des ponctions sur la plus-value, moyennant un contrôle efficace de l'aval de la chaîne de valeur, c'est-à-dire de l'accès au marché. Dans le cas du capital-argent, il s'agit de bien plus que cela. Il s'agit de l'émergence d'une situation où c'est le mouvement propre de cette fraction du capital qui tend à imprimer sa marque sur l'ensemble des opérations du capital ; où il y a donc l'affirmation par le capital-argent d'une autonomie face au capital industriel comme jamais auparavant ; «autonomie» dont les limites sont fixées cependant par la viabilité à moyen (ou peut-être même à court terme) d'un «régime d'accumulation rentier», c'est-à-dire d'une gigantesque excroissance parasitaire qui vit de la plus-value et du surproduit, en auto-entretenant et en tentant de faire partager à tout le corps social (journalistes économiques en tête), l'illusion fétiche que l'argent aurait acquis mystérieusement «*la propriété de créer de la valeur, de rapporter de l'intérêt, tout aussi naturellement que le poirier porte des poires*» (III, chap. XXIV).

Une indication de ce que signifie un régime d'accumulation dominé par le capital rentier est fournie par la figure 2, qui montre la part de l'investissement dans le total des dépenses intérieures des États-Unis. Elle concerne un seul pays qui a bénéficié d'une position privilégiée de pays-rentier centralisant des ponctions parasitaires plus que n'importe quel autre. Mais le propre de la mondialisation financière est précisément de conduire vers une homogénéisa-

tion des rythmes de l'accumulation et de forcer l'ensemble des pays au centre du système mondialisé à s'aligner sur les tendances qui s'affirment aux États-Unis. Dans les années 1990, le Japon, dont le taux d'accumulation était fort, a connu des rythmes qui ont tendu à s'aligner sur la tendance nord-américaine.

Combien de temps l'hégémonie du capital rentier comme caractéristique du système mondial comme tel peut-elle être supportée ? Le caractère fictif d'une large fraction du capital financier ne rend-il pas une très grande crise inévitable ? La réponse à ces questions ne relève pas de l'économie seulement, mais au moins autant du cours de la lutte des classes. Nous les examinerons dans le numéro 2 de *Carré Rouge*.

1 F. Chesnais, *La mondialisation du capital*, Collection Alternatives économiques, Éditions Syros, Paris, 1994.

2 Un holding est une société qui possède et qui gère un portefeuille de participations au capital d'entreprises qu'elle contrôle.